

**Art. 8.** Si, à la fin d'un exercice, les montants visés à l'article 5 ne sont pas entièrement épuisés par une Communauté, le solde reste à la disposition de cette Communauté.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 10.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 14 août 1989.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
Ph. BUSQUIN

**Art. 8.** Indien de in artikel 5 vermelde bedragen op het einde van een dienstjaar voor een Gemeenschap nog niet volledig zijn uitgeput blijft het saldo ter beschikking voor deze Gemeenschap.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 10.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 14 augustus 1989.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Sociale Zaken,  
Ph. BUSQUIN

**MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE**

F. 89 — 1888

**4 SEPTEMBRE 1989.** — Arrêté ministériel fixant les modalités de la preuve de l'approbation du calendrier des constructions par le Ministre national ayant la Santé publique dans ses attributions, conformément à l'article 97bis, 2e alinéa, de la loi coordonnée sur les hôpitaux

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 et modifiée par la loi-programme du 30 décembre 1988;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence,

Considérant que les gestionnaires d'hôpitaux doivent être informés d'urgence des modalités de la preuve de l'approbation du calendrier par le Ministre national ayant la Santé publique dans ses attributions, conformément à l'article 97bis, 2e alinéa, de la loi coordonnée sur les hôpitaux;

Arrêté :

**Article 1<sup>er</sup>.** La preuve de l'approbation, par le Ministre national ayant la Santé publique dans ses attributions, du calendrier visé à l'article 97bis de la loi sur les hôpitaux, coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987 et modifiée par la loi du 30 décembre 1988, ressort de la mention apportée par le Ministre national sur l'attestation visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 14 août 1989 déterminant les critères généraux pour la fixation et l'approbation du calendrier visé à l'article 46bis, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi sur les hôpitaux.

**Art. 2.** Le Secrétaire général du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 septembre 1989.

Ph. BUSQUIN

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 89 — 1889

**27 SEPTEMBRE 1989.** — Arrêté royal réglementant l'intervention financière de l'Etat dans certains investissements et achats réalisés au profit des polices communales (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Considérant la nécessité de doter les corps de police communale d'infrastructures et de moyens de transmission permettant une meilleure synergie dans les interventions ainsi qu'une harmonisation des moyens mis à leur disposition, entre autres pour la formation et l'entraînement de leur personnel;

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN**

N. 89 — 1888

**4 SEPTEMBER 1989.** — Ministerieel besluit tot vaststelling van de modaliteiten van bewijsvoering van de goedkeuring van de kalender door de Nationale Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, overeenkomstig artikel 97bis, tweede lid, van de gecoördineerde wet op de ziekenhuizen

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987 en gewijzigd door de programmawet van 30 december 1988;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de ziekenhuisbeheerders dringend in kennis moeten gesteld worden van de modaliteiten van bewijsvoering van de goedkeuring van de kalender door de Nationale Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, overeenkomstig artikel 97 bis, tweede lid, van de gecoördineerde wet op de ziekenhuizen,

Besluit :

**Artikel 1.** Het bewijs dat de kalender zoals bedoeld in artikel 97 bis van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 7 augustus 1987 en gewijzigd door de wet van 30 december 1988, goedgekeurd werd door de Nationale Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, blijkt uit de vermelding die door de Nationale Minister wordt aangebracht op het getuigschrift bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 14 augustus 1989 tot bepaling van de algemene criteria voor de vaststelling en de goedkeuring van de kalender bedoeld in artikel 46bis, eerste lid, van de wet op de ziekenhuizen.

**Art. 2.** De Secretaris-generaal van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 september 1989.

Ph. BUSQUIN

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN OPENBAAR AMBT**

N. 89 — 1889

**27 SEPTEMBER 1989.** — Koninklijk besluit tot reglementering van de financiële tegemoetkoming van de Staat in sommige investeringen en aankopen ten voordele van de gemeentelijke politiekorpsen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Overwegende dat het noodzakelijk is de gemeentelijke politiekorpsen uit te rusten met infrastructuur en transmissiemiddelen die een betere samenwerking tijdens hun optreden, alsmede een harmonisatie van de hun ter beschikking gestelde middelen, onder andere voor vorming en training van het personeel, mogelijk maakt;

Considérant qu'un crédit est prévu à cette fin au budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique;

Vu l'accord de Notre Ministre de Budget, en date du 4 septembre 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié en dernier lieu par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de prendre de toute urgence les dispositions permettant d'améliorer et de préciser la procédure d'intervention existante et de subordonner l'octroi des crédits à cette procédure dès l'exercice budgétaire 1989;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er. § 1er.** Le Ministre de l'Intérieur peut, dans la limite des crédits budgétaires, accorder aux gouverneurs de province un crédit pouvant être affecté aux dépenses suivantes :

1° infrastructures policières à usage commun, frais de premier équipement de ces infrastructures, frais relatifs au renouvellement et à la modernisation de ces équipements et infrastructures;

2° acquisition, modernisation et/ou adaptation de matériel et de logiciels pour l'équipement de réseaux supra-communaux ou provinciaux de transmission d'appels, d'informations ou de données, à l'exclusion des frais de fonctionnement dudit matériel;

3° intervention dans l'acquisition des matériels et équipements indispensables à la réalisation de l'intégration des centres 101 après approbation de la convention tendant à cette intégration.

§ 2. Si le Ministre de l'Intérieur juge opportun de procéder lui-même aux dépenses prévues au § 1er, il peut réserver les crédits nécessaires à cette fin sur la quote-part octroyée aux gouverneurs de province dans le cadre du présent arrêté.

**Art. 2.** Sans préjudice de l'article 1er, § 2, le crédit réservé aux gouverneurs de province en application de l'article 1er, § 1er, est ventilé entre eux sur la base d'un coefficient de répartition qui se fonde pour 50 % sur le chiffre de la population de la province et pour 50 % sur le chiffre des effectifs de la police communale de la province.

**Art. 3.** Sont pris en considération pour établir les coefficients visés à l'article 2, le chiffre de population et les effectifs au 1er janvier de l'année précédant l'année budgétaire concernée.

Les effectifs se composent des membres de la police communale en activité de service ou y assimilés, titulaires en qualité d'aspirant, de stagiaire ou d'agent définitif, d'un grade repris dans la hiérarchie des grades établie aux articles 1er, 2 et 4 de l'arrêté royal du 13 octobre 1986 fixant les grades du personnel de la police communale.

**Art. 4.** L'intervention de l'Etat dans les dépenses visées à l'article 1er s'effectue à concurrence de 100 %; elle est cependant plafonnée à 80 % pour les dépenses visées à l'article 1er, § 1er, 1°, concernant l'achat, la construction ou la transformation de biens immeubles lorsque les biens acquis construits ou transformés ne sont pas la propriété de l'Etat.

**Art. 5.** Avant le 15 mars de chaque année, le gouverneur de province propose au Ministre de l'Intérieur un plan détaillé et chiffré des achats et interventions qu'il souhaite réaliser dans la limite de l'enveloppe budgétaire dont le montant lui aura été communiqué en application de l'article 2.

Cette proposition doit être étayée d'informations complètes et précises quant à la nature, à l'opportunité et au coût des actions souhaitées.

Le Ministre de l'Intérieur communique au gouverneur le plan d'action définitif.

Les opérations d'engagement comptable et de liquidation des interventions jusqu'à un montant de 10 000 000 de francs s'effectuent au Ministère de l'Intérieur à l'intervention des gouverneurs après soumission des dossiers complets et conformément aux règles de passation des marchés et de comptabilité applicables à l'Etat.

Le Ministre de l'Intérieur est compétent pour la passation et l'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services pour des contrats dont le montant dépasse 10 000 000 de francs.

Overwegende dat hiertoe een krediet uitgetrokken is op de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting d.d. 4 september 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, laatst gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dringend de nodige maatregelen moeten worden getroffen, die het mogelijk maken de bestaande interventieprocedure te verbeteren en te preciseren, en de toekenning van de kredieten reeds in het begrotingsjaar 1989 aan deze procedure te onderwerpen;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1. § 1.** De Minister van Binnenlandse Zaken kan binnen de perken van de begrotingskredieten aan de provinciegouverneurs een krediet toekennen dat voor de volgende uitgaven kan worden aangewend :

1° politieke infrastructuur voor gemeenschappelijk gebruik, kosten voor de eerste uitrusting van die infrastructuur, kosten voor de vernieuwing en de modernisering van die uitrusting en infrastructuur;

2° aankoop, modernisering en/of aanpassing van materieel en programmatuur voor de uitrusting van supracommunale of provinciale netwerken voor de transmissie van oproepen, informatie of gegevens, met uitsluiting van de werkingskosten van dat materieel,

3° tegemoetkoming in de aankoop van materieel en uitrusting noodzakelijk voor de integratie van de 101-centra na goedkeuring van de overeenkomst tot integratie.

§ 2. Indien de Minister van Binnenlandse Zaken het opportuun acht zelf over te gaan tot de uitgaven voorzien bij § 1, kan hij de hiertoe nodige kredieten reserveren op het aandeel dat in het kader van dit besluit aan de provinciegouverneurs toegekend wordt.

**Art. 2.** Onverminderd artikel 1, § 2, wordt het bedrag dat voor de provinciegouverneurs voorbehouden wordt in toepassing van artikel 1, § 1, onder hen verdeeld volgens een verdelingscoëfficiënt die voor 50 % steunt op het bevolkingscijfer van de provincie en voor 50 % op het cijfer van de personeelssterkte van de gemeentepolitie in de provincie.

**Art. 3.** Voor het bepalen van de bij artikel 2 bedoelde coëfficiënten worden het bevolkingscijfer en de personeelssterkte van 1 januari van het jaar dat het betrokken begrotingsjaar voorafgaat in aanmerking genomen.

De personeelssterkte bestaat uit de leden van de gemeentepolitie in dienstactiviteit of daarmee gelijkgestelden, titularis in de hoedanigheid van aspirant, stagiair of definitief agent, van een graad uit de hiërarchie van de graden vastgesteld bij de artikelen 1, 2 en 4 van het koninklijk besluit van 13 oktober 1986 tot vaststelling van de graden van het personeel van de gemeentepolitie.

**Art. 4.** De bijdrage van de Staat in voornoemde uitgaven belooft 100 %; zij wordt nochtans op 80 % geplafonneerd voor de uitgaven vermeld in artikel 1, § 1, 1°, betreffende de aankoop, het bouwen of de verbouwing van onroerende goederen, wanneer de aangekochte, gebouwde of verbouwde goederen niet het eigendom zijn van de Staat.

**Art. 5.** Voor 15 maart van elk jaar, stelt de provinciegouverneur aan de Minister van Binnenlandse Zaken een gedetailleerd en becijferd plan voor van de aankopen en tegemoetkomingen die hij wenst te realiseren binnen de grenzen van de begrotingsenveloppe waarvan het bedrag hem meegegeed zal zijn in toepassing van artikel 2.

Dat voorstel moet gestaafd worden met volledige en precieze informatie omtrent de aard, de opportuniteit en de kosten van de gewenste acties.

De Minister van Binnenlandse Zaken deelt aan de gouverneur het definitieve actieplan mee.

De operaties van boekhoudkundige vastlegging en uitbetaling van de tegemoetkomingen tot het bedrag van 10 000 000 franken gebeuren bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken door tussenkomst van de gouverneur na overlegging van de volledige dossiers en overeenkomstig de regels voor het gunnen van opdrachten en de boekhoudingsregels die van toepassing zijn op de Staat.

De Minister van Binnenlandse Zaken is bevoegd inzake gunning en uitvoering van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten voor overeenkomsten die het bedrag van 10 000 000 franken te boven gaan.

**Art. 6.** Les gestionnaires des centres 101 visés à l'article 1er, § 1er, 3°, communiquent au gouverneur de province au plus tard le 1er janvier de l'année budgétaire concernée, les propositions qu'ils estiment devoir formuler en ce qui concerne l'acquisition des matériels et équipements visés. Les gouverneurs intègrent ces propositions dans le plan visé à l'article 5 du présent arrêté.

**Art. 7.** Les cessionnaires ne peuvent aliéner ou louer les infrastructures, matériels et équipements pour lesquels l'intervention financière de l'Etat a été accordée, en application de l'article 1er, § 1er, ou ayant été mis à leur disposition en application de l'article 1er, § 2, qu'aux conditions fixées par le Ministre de l'Intérieur. Ces infrastructures, matériels et équipements ne peuvent recevoir d'autre affectation que celle prévue initialement.

Le non-respect des dispositions du présent arrêté et des conditions fixées par le Ministre de l'Intérieur en application dudit arrêté entraîne la récupération intégrale de l'intervention financière de l'Etat.

**Art. 8.** Pour l'exercice 1989, le Ministre de l'Intérieur peut déroger exceptionnellement aux délais fixés dans le présent arrêté. Il peut également déroger à la clé de répartition arrêtée à l'article 2 en vue de poursuivre les investissements ayant fait l'objet d'engagements pris antérieurement. Les crédits supplémentaires ainsi accordés seront portés en diminution du crédit accordé à leurs bénéficiaires pour l'exercice budgétaire 1990.

**Art. 9.** L'arrêté royal du 17 février 1987 fixant les conditions auxquelles les provinces et communes peuvent bénéficier d'une aide financière de l'Etat pour l'équipement des polices communales pour le développement de la coordination en matière de sécurité, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1988, est abrogé. Les engagements pris par l'Etat et par les communes en application dudit arrêté continuent cependant à sortir leurs effets sans limitation de durée.

**Art. 10.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 septembre 1989.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Intérieur,  
**L. TOBBACK**

**Art. 6.** De beheerders van de 101-centra, bedoeld in artikel 1, § 1, 3°, delen ten laatste op 1 januari van het begrotingsjaar aan de provinciegouverneur de voorstellen mee die ze menen te moeten formuleren wat de aanschaf van bedoeld materieel en bedoelde uitrustingen betreft. De gouverneurs integreren deze voorstellen in het in artikel 5 van dit besluit vermelde plan.

**Art. 7.** De verkrijgende gouverneurs kunnen de infrastructuur, het materieel en de uitrusting waarvoor de financiële rijkstegemoetkoming werd verleend, in toepassing van artikel 1, § 1, of hen ter beschikking gesteld in toepassing van artikel 1, § 2, slechts vervreemden of verhuren onder de door de Minister van Binnenlandse Zaken vastgestelde voorwaarden. Die infrastructuur, dat materieel en die uitrusting mogen slechts gebruikt worden voor het aanvankelijk voorziene doel.

Bij niet-naleving van de bepalingen van dit besluit en van de door de Minister van Binnenlandse Zaken in toepassing van hetzelfde besluit vastgestelde voorwaarden, zal de financiële rijkstegemoetkoming integraal worden teruggevorderd.

**Art. 8.** Voor het begrotingsjaar 1989 kan de Minister van Binnenlandse Zaken uitzonderlijk afwijken van de bij dit besluit vastgestelde termijnen. Ook kan hij afwijken van de verdeelsleutel vastgelegd bij artikel 2 met het oog op de voortzetting van investeringen waarvoor eerder verbintenissen aangegaan werden. De aldus toegekende bijkomende kredieten zullen afgetrokken worden van het voor het begrotingsjaar 1990 aan de belanghebbenden toegekende krediet.

**Art. 9.** Het koninklijk besluit van 17 februari 1987 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de provincies en de gemeenten een financiële rijkshulp kunnen genieten voor de uitrusting van de gemeentepolitie en voor de verbetering van de coördinatie inzake veiligheid, gewijzigd bij koninklijk besluit van 1 februari 1988, wordt opgeheven. De verbintenissen die in toepassing van dit besluit door de Staat en de gemeenten gesloten werden blijven evenwel zonder beperking in de tijd van kracht.

**Art. 10.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 september 1989.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Binnenlandse Zaken,  
**L. TOBBACK**

F 89 — 1890

**27 SEPTEMBRE 1989.** — Arrêté royal fixant les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier d'une aide financière de l'Etat pour l'équipement de leur corps de police (II)

**BAUDOUIN**, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Considérant la nécessité de favoriser une coordination effective entre les corps de police communale;

Considérant qu'il y a lieu d'intervenir par une contribution financière dans les prestations fournies par les corps de police communale à des fins d'intérêt général;

Considérant qu'un crédit est prévu au budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'octroi d'une aide financière de l'Etat pour l'équipement des corps de police communale;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget en date du 4 septembre 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié en dernier lieu par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

N. 89 — 1890

**27 SEPTEMBER 1989.** — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de gemeenten financiële hulp van de Staat kunnen krijgen voor de uitrusting van hun politiekorps (II)

**BOUDEWIJN**, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Overwegende dat het noodzakelijk is een effectieve coördinatie tussen de gemeentelijke politiekorpsen te bevorderen;

Overwegende dat het noodzakelijk is financieel bij te dragen in de kosten van de prestaties die door de gemeentelijke politiekorpsen voor doeleinden van algemeen belang geleverd worden;

Overwegende dat op de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt een krediet uitgetrokken is voor een financiële hulp van de Staat voor de uitrusting van de gemeentelijke politiekorpsen;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting d.d. 4 september 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, laatst gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;